

INTERPELLATION DE MME FATIHA SAÏDI

**À MME BRIGITTE GROUWELS □
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE □ CHARGÉE
DE LA FONCTION PUBLIQUE □
L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET LE
PORT DE BRUXELLES □**

**concernant "le plan d'action national de
lutte contre les violences entre partenaires".**

M. le président.- La parole est à Mme Saïdi.

Mme Fatiha Saïdi.- Comme vous le savez, les violences faites aux femmes trouvent leur source dans les rapports de domination et d'inégalité entre les sexes. Chaque acte de violence posé sur une femme a des conséquences très lourdes, tant sur la victime elle-même que sur ses proches et la société tout entière.

Certains minimisent les violences conjugales, en arguant par exemple du fait qu'elles relèvent de la vie intime et privée des individus. Or, il n'en est rien et nous ne pouvons bien évidemment cautionner ces dires, car ces violences constituent des violations des droits fondamentaux des personnes à la vie, à la liberté et à la dignité humaine. Dès lors, les actions entreprises pour contrer ce fléau, si elles sont certes le fruit d'une volonté politique, doivent s'inscrire comme des obligations imposées à l'Etat par les instruments de protection des droits humains.

Au niveau de notre Région - comme je l'ai déjà souligné à plusieurs reprises - notre découpage institutionnel rend la stratégie globale plus difficile que dans d'autres pays. Il faut dès lors y pallier par une coordination et une concertation accrues entre l'Etat fédéral et les entités fédérées. Cette coordination devrait revenir en principe à l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, via un accord de coopération précis sur les missions et tâches de chacun des niveaux concernés.

Le Conseil des ministres du 7 avril 2004 a adopté le Plan d'action fédéral 2004-2007 de lutte contre les violences entre partenaires. Celui-ci était coordonné par le ministre Christian Dupont et fixait des axes stratégiques tels que la

INTERPELLATIE VAN MEVROUW FATIHA SAÏDI

**TOT MEVROUW BRIGITTE
GROUWELS □ STAATSSECRETARIS
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDE-
LIJK GEWEST □ BELAST MET AMBTE-
NARENZAKEN □ GELIJKEKANSEN-
BELEID EN DE HAVEN VAN BRUSSEL □**

**betreffende "het nationaal actieplan tegen
partnergeweld".**

De voorzitter.- Mevrouw Saïdi heeft het woord.

Mevrouw Fatiha Saïdi (*in het Frans □-
Partnergeweld tegen vrouwen hangt samen met
ongelijkheid tussen mannen en vrouwen en heeft
ernstige gevolgen voor de hele samenleving.*

*Sommigen beweren dat partnergeweld een
privézaak is. Dat is onzin, want dergelijk geweld is
nefast voor de fundamentele rechten van de
slachtoffers. De overheid moet over de
bescherming van de mensenrechten waken en dient
bijgevolg ook partnergeweld te bestrijden.*

*Door het ingewikkelde institutionele landschap is
het moeilijk om een globale strategie voor de
bestrijding van partnergeweld uit te werken. Er is
dan ook nood aan overleg en samenwerking tussen
de federale overheid en de gemeenschappen en
gewesten. De coördinatie van het beleid is een
taak voor het Instituut voor de gelijkheid van
vrouwen en mannen, dat werk maakt van een
samenwerkingsakkoord tussen alle bevoegde
beleidsniveaus.*

*Op 7 april 200□ nam de federale ministerraad een
actieplan aan ter bestrijding van partnergeweld in
de periode 200□-2007. Federaal minister
Christian Dupont is verantwoordelijk voor de
coördinatie. Het plan legt de belangrijkste
aspecten van het beleid vast, zoals de opvang en
bescherming van slachtoffers.*

*Men is het eens geworden over een gemeenschap-
pelijke en eenduidige definitie van partnergeweld.
Alle mogelijke partners zijn in de definitie
opgenomen: heteroseksueel of homoseksueel,
gehuwd of niet, samenwonend of niet.*

sensibilisation accrue des mondes professionnels - judiciaire, médical, etc. -, l'éducation et la formation des professionnels, l'accueil et la protection des victimes.

Il a également abouti à une définition commune des violences, qui ne pourra plus désormais prêter à confusion. Cette définition de la violence dans les relations intimes vise les couples, mariés ou non, hétérosexuels ou homosexuels, cohabitants ou non.

Au niveau de la participation des entités fédérées, le plan fédéral prévoyait d'établir une collaboration avec les Communautés et les Régions, afin de favoriser la cohérence et l'efficacité de l'action publique en la matière. Ceci nous donne par ailleurs une belle opportunité d'enrichir ce plan et de revendiquer des volets qui doivent y figurer, sachant qu'au vu de l'état de nos finances et de nos compétences limitées, notre Région ne peut assumer seule l'entièreté de la lutte contre les violences faites aux femmes.

Dans ce cadre, on pourrait insister sur la prise en charge des auteurs de violences conjugales, qui est extrêmement importante pour faire prendre conscience aux personnes de la gravité de leurs actes, mais aussi pour les inciter à prendre des dispositions afin d'éviter toute récurrence.

En matière de répression, il est également important d'insister sur l'application de la loi relative au logement qui, en cas de crise, devrait revenir à la personne qui a été victime de violences. Or, cette loi est encore, semble-t-il, très peu appliquée. Il serait intéressant d'évaluer ses effets et d'améliorer son efficacité.

Enfin, nous devrions pouvoir disposer de statistiques sexuées pour nous permettre de mener des politiques efficaces et efficaces, basées sur les besoins et les réalités des personnes. Cela fait des années que nombre d'hommes et de femmes politiques, et surtout d'associations, plaident pour obtenir ce type de chiffres, mais les demandes restent toujours lettre morte.

Dès lors, mes questions sont les suivantes. Avez-vous entrepris auprès du fédéral des démarches afin de demander la mise en oeuvre d'un nouveau plan d'action national de lutte contre les violences faites aux femmes ? Si oui, avez-vous demandé la

Het federaal plan voorziet in samenwerking met de gemeenschappen en de gewesten om de coherentie van het beleid te vergroten. Zo krijgt het Brussels Gewest de gelegenheid om een aantal punten aan het plan toe te voegen. Het beschikt immers over onvoldoende bevoegdheden en financiële middelen om op eigen houtje de strijd tegen partnergeweld aan te gaan.

Een van die elementen is de begeleiding van de daders: ze moeten de ernst van hun daden inzien en zelf initiatief nemen om niet te hervallen. Op repressief vlak is het belangrijk om eindelijk de wetgeving toe te passen, die bepaalt dat de woning wordt toegewezen aan het slachtoffer. Het zou interessant zijn de efficiëntie van deze maatregel te evalueren.

Ondanks de vraag van vele politieke verantwoordelijken beschikt de overheid nog steeds niet over genderstatistieken. Het is dringend tijd dat die er komen.

Hebt u de federale overheid gevraagd om een nieuw nationaal actieplan tegen partnergeweld uit te werken? Hebt u desgevallend gevraagd dat het gewest, zoals afgesproken, hieraan kan meewerken?

Staat u achter een verruiming van de thematiek naar alle vormen van geweld tegen vrouwen, zoals genitale verminking of eerwraak? Gaat u akkoord met efficiëntere sancties inzake de toekenning van de woning en met de noodzaak van genderstatistieken?

participation de notre Région à son élaboration, comme il en avait été décidé ?

Soutiendrez-vous une approche plus globale de la thématique, entre autres par l'extension du champ d'application du plan à l'ensemble des violences faites aux femmes, comme les mutilations génitales ou les crimes d'honneur ? Soutiendrez-vous les demandes que j'ai évoquées dans cette interpellation, comme l'amélioration, et l'évaluation si nécessaire, de la loi relative au logement et l'élaboration de statistiques sexuées ?

M. le président.- La parole est à Mme Grouwels.

Mme Brigitte Grouwels □ **secrétaire d'Etat.**- L'évaluation du plan d'action national 2004-2007 "Violence entre partenaires", à laquelle j'ai collaboré, a eu lieu sous la houlette de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Au cours des différents séminaires organisés autour de ce thème, nous avons fait valoir des remarques quant à la méthodologie utilisée et au contenu du plan, en collaboration étroite avec la coordinatrice régionale en matière de violence entre partenaires.

Ces remarques ont été à l'origine des travaux de rédaction du nouveau plan d'action national. Sur la base de celles-ci, l'Institut a contacté les différents cabinets régionaux et communautaires.

Dans le cadre du nouveau plan d'action 2008, l'Institut a demandé à la Région de lui fournir la liste complète des questions prioritaires pour la Région de Bruxelles-Capitale. En réponse à cette question, et en accord avec le cabinet du ministre-président, le plan d'action bruxellois pour l'année 2008 a été explicité.

Bien que nous n'ayons toujours pas reçu de nouvelles concernant le traitement de ces données et la rédaction du nouveau plan d'action national, nous espérons voir le dossier progresser avec la mise en place du nouveau gouvernement fédéral. La Région de Bruxelles-Capitale devra nécessairement être associée à la finalisation du nouveau plan. Soyez assurée que j'interviendrai si, par la suite, je devais apprendre que ce n'est pas le cas.

Par ailleurs, il importe d'élargir ce nouveau plan d'action aux actes de mutilations génitales et des

De voorzitter.- Mevrouw Grouwels heeft het woord.

Mevrouw Brigitte Grouwels □ **staatssecretaris** (in het Frans) □- *Het nationale actieplan 2004-2007 tegen partnergeweld, waaraan ik heb meegewerkt, werd geëvalueerd onder leiding van het Instituut voor de Gelijkheid van Vrouwen en Mannen (IGVM) dat verschillende seminars organiseerde over de methodologie en de inhoud van het plan.*

Deze evaluatie vormde de basis voor een nieuw nationaal actieplan. Het IGVM heeft het gewest gevraagd een lijst te bezorgen van specifieke aandachtspunten. Als antwoord hebben mijn kabinet en dat van de minister-president het Brusselse actieplan voor 2008 toegelicht.

Wij hopen dat de nieuwe federale regering spoedig werk maakt van het nieuwe nationale actieplan. Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest moet daar zeker bij worden betrokken. Als dat niet gebeurt, zal ik ingrijpen.

Dit nieuwe plan moet ook aandacht hebben voor genitale verminking en voor eremoorden. Dat vergt een goede voorbereiding, in samenwerking met ervaringsdeskundigen. De feiten strafbaar maken zal op zich immers niet voldoende zijn. Educatie en bewustmaking zijn ook noodzakelijk.

Het is tijd voor een evaluatie van de federale wetgeving over de toewijzing van de gezinswoning, want de huidige regeling geeft de slachtoffers van partnergeweld geen voldoening.

Ik ben voorstander van een langetermijnbeleid waarin ook aandacht wordt besteed aan de hulpverlening aan de daders en aan juridische en

crimes d'honneur. Cette extension ne sera pas simple à mettre en oeuvre et nécessitera une bonne préparation, en collaboration avec les experts de terrain. Une pénalisation pure et simple de ces pratiques ne suffira pas. Elle devra être assortie d'une formation et d'une prise de conscience. Dans cette perspective, un travail de fond préalable s'avère nécessaire pour combattre ces actes méprisables.

Une évaluation de la loi fédérale relative à l'attribution du domicile conjugal s'impose, car force est de constater que celle-ci ne donne que trop rarement satisfaction aux victimes de violences entre partenaires. Nous devons procéder à une évaluation plus approfondie des réponses à apporter face à cette constatation, et trouver des mesures plus adéquates.

Je suis favorable à une politique à long terme prenant en compte l'aide aux auteurs, dans le cadre du contexte judiciaire et de celui de l'aide sociale. Il est souhaitable que les projets en cours soient évalués, étendus et ancrés. Quelques organisations très performantes s'occupent de ce thème, mais n'ont malheureusement pas l'assurance de pouvoir poursuivre leur travail d'année en année. Nous devons chercher une solution pour que ces projets soient ancrés et assurés de leur continuité.

Il est également primordial de réunir des données statistiques et chiffrées relatives à cette problématique. Ce sujet est traité avec le niveau fédéral et les autres entités fédérées, afin d'examiner comment il est possible d'améliorer la situation actuelle.

M. le président.- La parole est à Mme Saïdi.

Mme Fatiha Saïdi.- Je ferai un petit commentaire sur l'extension de la notion de violences aux mutilations sexuelles et aux crimes d'honneur : la lutte contre ces violences ne sera peut-être pas simple à mettre en oeuvre d'un point de vue administratif et légal ; cependant, elle est fortement soutenue par des propositions de résolution, tant à la Chambre qu'au Sénat. Je ne m'inquiète donc pas trop.

Par ailleurs, pourrions-nous avoir une copie de l'évaluation du plan d'action 2004-2007 que vous avez évoqué ?

sociale aspecten. De huidige projecten moeten worden geëvalueerd, uitgebreid en bestendig. Een aantal verenigingen levert uitstekend werk, maar is helaas niet zeker van een blijvende financiering. We moeten een oplossing vinden om de continuïteit te garanderen.

Er is ook nood aan statistieken over partnergeweld. De federale overheid, de gemeenschappen en gewesten onderzoeken hoe ze de zaken kunnen verbeteren.

De voorzitter.- Mevrouw Saïdi heeft het woord.

Mevrouw Fatiha Saïdi (in het Frans) - *Vanuit administratief en wettelijk oogpunt zal het niet makkelijk zijn om de strijd tegen seksuele verminkingen en eerwraak concreet vorm te geven. De politieke wil daartoe blijkt echter duidelijk uit de vele voorstellen van resolutie ter zake die werden ingediend in de Kamer en de Senaat. Ik maak me daarom niet te veel zorgen.*

Kunnen wij overigens een kopie ontvangen van de evaluatie van het actieplan 2004-2007?

Mme Brigitte Grouwels □ **secrétaire d'Etat.**- Nous pouvons vous procurer une copie. Mais ce document ne traite pas uniquement de Bruxelles.

Mme Fatiha Saïdi.- En effet, il concerne le plan d'action national.

- *L'incident est clos.*

INTERPELLATION DE MME FATIHA SAÏDI

À MME BRIGITTE GROUWELS □
SECRÉTAIRE D'ÉTAT À LA RÉGION
DE BRUXELLES-CAPITALE □ CHARGÉE
DE LA FONCTION PUBLIQUE □
L'ÉGALITÉ DES CHANCES ET DU
PORT DE BRUXELLES □

concernant "les mesures prises dans le cadre de la lutte contre le racisme □ l'antisémitisme et la xénophobie et dans le cadre de l'année européenne du dialogue interculturel".

M. le président.- La parole est à Mme Saïdi.

Mme Fatiha Saïdi.- Le 21 mars a été décrété "Journée mondiale contre le racisme". Depuis 1966, aux alentours du 21 mars, des semaines d'actions sont organisées dans le monde. Par ailleurs, la Belgique dispose depuis 1981 d'une loi contre le racisme, renforcée en 1999 (en établissant que le délit de presse en matière de racisme sera correctionnalisé) et en 2003 (par l'application de circonstances aggravantes pour l'auteur d'un acte dont le mobile est inspiré par le racisme).

Une politique volontariste de lutte contre le racisme a ainsi été mise en place dans notre pays et a été relayée dans notre Région qui a, entre autres, adopté le 20 mai 2005 une résolution relative à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

Dans cette résolution, le parlement a décidé, pour

Mevrouw Brigitte Grouwels □ **staatssecretaris** (*in het Frans* □- *Ik kan u dat document bezorgen, maar het heeft niet enkel betrekking op Brussel.*

Mevrouw Fatiha Saïdi (*in het Frans* □- *Die evaluatie betreft inderdaad het nationaal actieplan.*

- *Het incident is gesloten.*

INTERPELLATIE VAN MEVROUW FATIHA SAÏDI

TOT MEVROUW BRIGITTE
GROUWELS □ STAATSSECRETARIS
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK
GEWEST □ BELAST MET AMBTENARENZAKEN □
GELIJKEKANSENBELEID EN DE HAVEN VAN BRUSSEL □

betreffende "de maatregelen in het kader van de strijd tegen racisme □ antisemitisme en vreemdelingenhaat en in het kader van het Europees jaar van de interculturele dialoog".

De voorzitter.- Mevrouw Saïdi heeft het woord.

Mevrouw Fatiha Saïdi (*in het Frans* □- *21 maart is de werelddag tegen racisme. Er vinden dan in heel de wereld activiteiten plaats. België beschikt ook over heel wat wetgeving om racisme te bestrijden.*

Racisme wordt dus kordaat aangepakt. Overigens nam het Brussels parlement op 20 mei 2005 een resolutie aan betreffende de bestrijding van racisme, antisemitisme en vreemdelingenhaat.

Het parlement heeft beslist om een interculturele dialoog te organiseren tussen vertegenwoordigers van diverse godsdiensten en levensovertuigingen, verenigingen en sociale partners.

Een aantal initiatieven zijn reeds van start gegaan. Toch worden we nog steeds geconfronteerd met racisme en uitsluiting. Ondanks een zeer multiculturele bevolking komen stereotypen en